

Finistère

Penn Ar Bed



Bulletin trimestriel de la FSU du Finistère

Directeur.rice de publication : Florent Martinie et Sabrina Manuel		Prix : 0,4 €	N° 2
SOMMAIRE Bulletin de décembre 2025 Page 1: Édito Page 2: SNES : D'autres choix budgétaires sont possibles Page 3: Bilan du F3SCT du 29			
Maison du Peuple 2 Place É.Mazé 29283 BREST CEDEX 71 rue Jacques Le Viol 29000 QUIMPER Email : fsu29@fsu.fr Site : http://fsu29.fsu.fr Facebook : https://www.facebook.com/fsu29/			

L'heure est à la résistance

Alors que s'ouvrent les discussions budgétaires pour 2026, le constat porté par la FSU lors de nos instances départementales du CSA et du CDEN est sans appel : notre service public d'éducation est à bout de souffle, victime d'une politique comptable qui ignore délibérément la réalité du terrain.

Sous couvert de réduction du déficit, le gouvernement s'obstine dans une logique d'austérité qui dégrade non seulement nos conditions de travail, mais aussi les conditions d'apprentissage de nos élèves. Pour la FSU, l'argent existe : il est temps de substituer la « chasse aux milliards » dans les services publics par une véritable justice fiscale. Ce n'est pas à l'école de payer le prix de la politique de l'offre, mais aux plus riches et aux actionnaires de contribuer à l'effort national.

Le mépris affiché envers les personnels atteint des sommets. Qu'il s'agisse des AESH – en grève mardi 16 décembre – toujours maintenu·es dans une précarité inacceptable alors qu'ils et elles sont les piliers de l'école inclusive, ou des AEd tout aussi précaires sans espoir d'évolution salariale, la gestion humaine du ministère est devenue

purement comptable. La crise d'attractivité de nos métiers ne se résoudra pas par des réformes de façade, mais par une revalorisation salariale immédiate et une reconnaissance statutaire de toutes celles et tous ceux qui font tenir le système.

Du projet pharaonique d'une cité scolaire « campus » à Brest à une école REP de Concarneau qui ferme sans réaction de la DASEN, nous voyons les conséquences dramatiques du désengagement de l'État. Face aux violences et à la précarité, la réponse ne peut être le silence ou la demi-mesure. Parallèlement, nous ne céderons rien sur nos libertés syndicales : les pressions de notre Sous-Préfet du Finistère qui veut nous faire marcher sur les trottoirs pendant les manifestations sont une attaque directe contre la démocratie sociale.

L'heure est à la résistance. La FSU ne se résignera pas. Nous continuerons de porter l'exigence d'un autre budget, d'une autre ambition pour nos métiers et pour nos élèves. La protection de notre santé au travail, la hausse de nos traitements et la défense de nos missions restent nos priorités absolues.

Florent Martinie, co-secrétaire départemental

D'autres choix (budgétaires) sont possibles

Dans un contexte d'austérité devenu habituel pour les services publics comme l'école, l'hôpital ou la justice, quand l'Etat se désengage de ses missions d'intérêt général, que nous reste-t-il ?

Nous sommes actuellement les témoins de ce spectacle affligeant offert par un gouvernement incapable d'agir en fonction des intérêts de la majorité des français-es et de trouver des compromis. Bien au contraire, chaque boutique politique, se croyant incontournable, essaie d'imposer ses options avec, en perspective, les prochaines échéances électorales et donc chaque participant à cette mêlée agit selon ses petits calculs.

C'est ainsi que des arbitrages budgétaires sont pris pour davantage ponctionner ou dérembourser tous les assuré-es sociaux indistinctement. L'Etat continue de s'en prendre à la Sécu, notre bien commun, et donc à notre santé. Ce faisant, il s'en prend aux plus précaires, aux retraité-es qui, selon sa logique capitaliste, coûtent trop cher à la société et ne rapportent guère. On libéralise la santé et les assuré-es sociaux se retrouvent coupables d'être malades, notre mutuelle fait l'objet d'un deal pour lequel on a bien compris qu'il y aura des perdant-es.

L'Etat en profite également pour récupérer un maximum de moyens dans la fonction publique en "oubliant", en parallèle, de taxer les plus riches et en augmentant nettement le budget des Armées de manière régaliennne, sans aucune concertation démocratique. Preuve en est que l'austérité est à géométrie variable et que des moyens il y en a ! Et, par cette opération, le budget de l'enseignement devient au passage le second budget national, tout un symbole !

De ce budget dépendent directement nos postes et ce gouvernement, sans aucune ambition pour l'école, qui a agi une fois de plus sans réelle concertation avec les organisations syndicales et même en passant en force, prévoit d'en supprimer 3 000 pour l'enseignement public. Rien n'est prévu pour nos carrières, notre pouvoir d'achat. L'inclusion n'aura bien sûr pas (plus) de moyens. Les Aesh, le deuxième corps par son nombre d'agent-es de l'Education nationale, resteront toujours plus

exposé-es et toujours aussi précaires, méprisé-es, invisibilisé-es et sans statut.

C'est pour toutes ces raisons que nous ne pouvons qu'être d'accord avec le ministre Geffray quand il déclare que l'école se trouve dans un état "extrêmement inquiétant" ... sauf qu'il est en grande partie compta-ble de ce bilan.

Pourtant la FSU, en partenariat avec différents collectifs a des propositions de recettes pour une réelle justice sociale et fiscale.

L'actualité départementale du second degré, c'est l'arrivée dans une période qui s'annonce turbulente car la rentrée prochaine se prépare dès maintenant dans un contexte budgétaire voulu comme très contraint. En effet, la DSDEN a déjà travaillé à une première estimation des effectifs et elle bénéficie donc d'un aperçu des conditions de reprise pour septembre 2026. Les effectifs constatés par l'administration en cette rentrée sont inférieurs à ceux prévus et cela n'augure rien de bon pour la suite. Sans surprise, nos conditions de travail vont encore se dégrader. C'est donc possible apparemment ! La baisse démographique est là, mais l'Etat n'en profite malheureusement pas pour rendre nos conditions d'exercice plus acceptables. Au contraire, il s'agira de persévérer dans la récupération de moyens, ceux qui nous permettent de fonctionner. Des fermetures de divisions et donc de postes et des compléments de service sont dorés et déjà à prévoir.

Et justement, dans cette logique d'optimisation budgétaire, mais sous couvert d'une réorganisation qui se voudrait davantage pédagogique, le projet de mutualisation de la cité scolaire de Kerichen offre un exemple de ce dont l'administration est capable. Le Snes, et plus largement la FSU, bien sûr, s'opposent à ce projet délétère car nous pensons qu'il préfigure le destin de nombreux autres sites. Et même si l'administration a bien rappelé que rien n'était acté pour l'instant, il nous est permis de douter fortement de ces éléments de langage qui nous sont servis comme de celui de la "co-construction" que l'administration appelle de ses vœux. La DSDEN parle du manque de lisibilité de l'offre de la cité et de la concurrence entre les établissements qui la

constituent. On nous fait valoir que la cité ne fonctionne pas et que la question des divers bâtiments doit se poser. Nous ne partageons pas ces constats et il s'agira de le dire bien fort ! En attendant, les collègues déplorent le manque d'information sur leur avenir. La Région n'a d'ailleurs toujours pas daigné répondre à un courrier intersyndical qui lui a été adressé.

Et, toujours dans cette logique de gestion purement comptable d'une profession pourtant essentiellement basée sur l'humain, nous vous informons que l'administration a pour projet de poursuivre les mutualisations et même de les étendre en regroupant les sites scolaires du premier et du second degré.

C'est dans ce contexte que la délégation de la FSU s'est rendue au Conseil Départemental de l'Education Nationale, l'instance réunissant la Préfecture, la DSDEN et le Conseil Départemental ainsi que les représentant·es des parents d'élèves et les organisations syndicales. Nous y avons rencontré le nouveau préfet qui, de manière

décomplexée, s'est permis de relativiser et même de minimiser les problématiques que les organisations syndicales ont abordées dans leurs déclarations liminaires, allant jusqu'à déclarer, que dans le Finistère, je cite : "Vous n'êtes pas les plus mal loti.es !". Il a ensuite fait valoir son obsession sécuritaire contre la seule menace réelle selon lui : la menace islamiste. Cette accumulation de propos aberrants de la part du représentant de l'Etat a logiquement conduit au départ de l'instance d'une majorité de syndicalistes en guise de protestation.

Bon courage à toutes et tous dans ce contexte austéritaire et sécuritaire. L'action syndicale n'aura jamais été aussi nécessaire que maintenant car il n'aura jamais été aussi urgent de s'engager et de lutter contre les inégalités que produit l'administration Macron.

**Mikaël ANSQUER, co-Secrétaire départemental
SNES-FSU 29**

Bilan du F3SCT du 29

La prévention des risques psychosociaux (RPS) est érigée en priorité par le ministère. En effet, les RPS sont le premier et le principal risque dans nos métiers. Ils sont également de très loin le premier risque évoqué dans le RSST, plus de 80% des fiches dans le Finistère dont plus de 50% sont des RPS élèves.

Dans le RSST (registre santé sécurité au travail), les RPS sont répartis en 4 catégories :

- les RPS en lien avec le travail ;
- les RPS en lien avec la relation élèves ;
- les RPS en lien avec la relation parents ;
- les RPS en lien avec les rapports sociaux.

Dans notre département, ils représentent depuis le début de l'année scolaire (vacances d'été incluses) 82,70% des fiches SST contre 74,19% dans l'académie. Ils se répartissent comme suit :

- 16,83% sont en lien avec le travail ;
- 53,48% sont en lien avec les élèves ;
- 10,80% sont en lien avec la relation parents ;
- 6,43 % sont en lien avec les rapports sociaux.

Les RPS en lien avec les élèves se retrouvent majoritairement dans le 1er degré et ce nombre toujours plus important de signalements dans le registre SST est un signal alarmant de la dégradation de l'état psychique des élèves mais aussi de nos collègues. Combien de personnes, enseignant.es ou AESH confrontées à des actes de violence, sont allées au bout de la démarche en rédigeant un signalement dans le registre SST ? Les incidents qui pourraient faire l'objet d'une fiche RSST sont beaucoup plus nombreux que ceux qui sont déclarés et notamment car la plupart du temps les réponses apportées ne sont pas à la hauteur des attentes enseignants et encore moins à la hauteur du service public d'enseignement et de sa volonté d'inclusion.

Les seules réponses apportées par l'administration sont les équipes éducatives, les ESS, le déploiement des PAS et la mobilisation des pôles ressources eux-même sans beaucoup de ressources. La prévention primaire dans la gestion des RPS est inexistante, la secondaire exsangue. Dans le meilleur des cas, nous avons le droit à une prévention tertiaire mais sans les moyens qu'elle nécessite.

L'école va dans le mur, les collègues vont dans le mur et l'administration regarde faire en déployant des groupes de travail qui produisent des guides ou des protocoles alors que nous réclamons des moyens, une médecine préventive et un vrai accompagnement des collègues brisé.e.s par tant de maltraitance. Faudra-t-il un drame pour cela cesse ?

Même cela ne nous semble pas suffisant au regard de l'état de déliquescence dans lequel les politiques éducatives successives laissent volontairement l'école publique.

Pour la FSU 29
Valérie Ménez